

SSO : Société suisse des officiers

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2011)**

Heft 1

PDF erstellt am: **07.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



SSO - Société suisse des officiers

Séminaire pour jeunes officiers

Début du débat sur la politique de sécurité

SSO

Le monde du renseignement et de l'information

Comment collecter et traiter les informations? Quelles conséquences leur diffusion entraîne-t-elle et où? Ces différentes questions ont occupé les 45 jeunes officiers participant au séminaire de la SSO, qui a eu lieu les 5 et 6 novembre 2010, à l'Ecole d'état-major-général à Kriens. Deux conférenciers – dont l'information constitue le pain quotidien – sont entrés en matière au début du séminaire. Alors que le collaborateur du Service de renseignement de la Confédération (SRC) agit dans l'ombre, le rédacteur de presse écrite cherche à publier des informations de manière ciblée. Le Service de renseignement est soumis au contrôle de la démocratie et travaille selon des prescriptions légales strictes. Le journaliste revendique la liberté d'opinion et la liberté de la presse et respecte les règles déontologiques de son corps de métier. La qualité du travail dépend dans les deux cas des personnes impliquées.

Les données, les «joyaux» de tout service de renseignement

«Le Service de renseignement de la Confédération n'est ni un service secret, ni une agence de presse,» a lancé en préambule de son exposé Jean-Claude Brossard, chef de l'unité de direction «Aide à la conduite et à l'engagement». D'une part, le SRC collecte des informations significatives sur les pays étrangers en matière de politique de sécurité et les évalue à l'attention des Départements et du Conseil fédéral, qui autorise à cet effet les contacts bi- et multilatéraux nécessaires. D'autre part, il remplit également une tâche similaire pour la sécurité intérieure, en faveur des cantons. La marge de manœuvre et les

Le podium de gauche à droite : A. Blattmann, R. Zanetti, P. Bieri, H. Schatzmann. Photos : P. Graf



méthodes sont moins limitées à l'étranger qu'à l'intérieur du pays, où la loi délimite étroitement la collecte de données personnelles et de mesures préventives. Le SRC est un des services les mieux contrôlés du monde: le DDPS, le Conseil fédéral, la délégation de la commission de gestion, le contrôle des finances et l'autorité de contrôle de l'exploration radio permanente le surveillent tous. Quand il s'agit de protection des sources, il peut y avoir des conflits avec la justice pénale ou les autorités fiscales, qui entretiennent un point de vue différent de celui du service de renseignement. En relation étroite avec le SRC, il incombe au service de renseignement militaire, en situation normale, de s'occuper de la protection opérationnelle des engagements militaires à l'étranger.

Manque de compétence en politique de sécurité

Hanspeter Mettler, rédacteur de politique intérieure pour la NZZ, lieutenant-colonel et officier de renseignement, vit de manière «chaotique» la période depuis laquelle il a pris en main le dossier de la politique de sécurité, au début de l'été 2009. Le va-et-vient au sujet du rapport de politique de sécurité et du rapport sur l'armée, le document anonyme à destination des «Entretiens de Watteville», ainsi que le report du remplacement partiel des *Tiger* caractérisent cette déstabilisation.

La rédaction de la NZZ est divisée selon le principe de dossiers, mais en raison de mesures d'économies plus si fermement qu'elle l'était auparavant. L'autonomie du responsable du dossier est limitée par les chefs du ressort, ce sont eux qui définissent ce qu'est l'actualité. En plus du Palais fédéral, Hanspeter Mettler compte parmi ses sources en matière de politique de sécurité les partis politiques, les associations et les revues spécialisées, comme la *Revue militaire suisse*, l'*ASMZ* et le *Schweizer Soldat*. Le savoir-faire militaire disparaît des rédactions, comme le prouvent par exemple les articles parus au sujet du rapport de politique de sécurité. Les questions les plus difficiles sont évitées et des affaires marginales deviennent des scandales, notamment sous l'influence de la presse dominicale. Hanspeter Mettler regrette également le manque de connaissances spécifiques chez les politiciens. Certains parlementaires instrumentalisent volontiers les médias, en propagent petit à petit des informations. Les fournisseurs pour le remplacement partiel des *Tigers* ont également joué à ce jeu. C'est une question de conscience, si on veut, en tant que rédacteur, traiter en exclusivité un nouveau dossier; en tout cas il faut clarifier à chaque fois très attentivement les faits.

Le rédacteur de la NZZ a conseillé aux participants d'utiliser les possibilités de communication publique

dans les médias et de donner une voix à l'armée de milice. Les jeunes officiers sont de toute évidence avant tout des lecteurs d'informations en ligne. Seulement un quart d'entre eux environ ont déclaré être abonnés à un quotidien. La «NZZ en ligne» est certes de l'actualité, mais Hanspeter Mettler a rappelé que cette information était produite dans par 25 rédacteurs sur place qui s'informent uniquement par l'agence télégraphique suisse qui est sans concurrence. Tout ce que celle-ci ne traite pas n'existe simplement pas.

Les jeunes officiers – ambassadeurs de leur propre cause

Au cours des ateliers, les jeunes officiers ont réuni des idées sur la façon dont l'armée pourrait devenir plus intéressante pour la politique. Avec une communication proactive, ils veulent empêcher que les médias soient simplement à l'affût du prochain accident pour parler de l'armée. Devant les experts de l'état-major spécialiste de l'instruction au management, à l'information et à la communication, les jeunes officiers ont produit des déclarations et ont reçu de bons conseils en cas d'apparition devant la caméra.

Attendre la politique

Le Cdt C André Blattmann se mêle volontiers aux jeunes officiers, ils sont son service de renseignement, ses capteurs et ses récepteurs sur le terrain. Selon lui, celui qui doute de la nécessité de l'armée devrait une fois regarder dans le compte-rendu des actions de l'année précédente. On appelle l'armée – et elle vient. La politique doit à présent concilier mission et capacités, avant que les planificateurs se tournent vers l'organisation de l'armée et son organigramme. A ce sujet, le chef de l'armée n'a pas caché que de son point de vue, l'effectif de 80'000 est mesuré trop juste. C'est un chiffre qui ne prend selon lui en compte ni la nécessité de relève, ni la durabilité. Sur le devant de la scène, le Chef de l'armée a ensuite profité de l'occasion pour témoigner son estime aux jeunes officiers.

L'armée dans un tourbillon d'opinions

En tant que modérateur, le Col David Beeler a provoqué les quatre intervenants avec des questions sur le programme de parti du PS, sur les chances de survie du système de milice, sur la lutte pour la répartition des finances fédérales, ainsi que sur les chances d'arriver à un consensus en matière de politique de sécurité. Les Conseillers aux Etats Roberto Zanetti (PS Soleure) et Peter Bieri (PDC Zug), ainsi que le Cdt C André Blattmann et le col EMG Hans Schatzmann, président de la SSO, se sont prononcés sur ces questions avec beau-coup d'esprit et d'expertise.

Pour Roberto Zanetti, l'heure où la Suisse pourra renoncer à l'armée est encore loin, bien plus loin que pour les activistes pacifistes de son parti. Il devrait évidemment y avoir des stratégies de paix plus intelligentes que de se tirer les uns sur les autres. Pour le moment, l'armée est encore nécessaire. En reprenant la notion des activistes pacifistes, le Cdt C André Blattmann a caractérisé comme ça les militaires. Ils sont prêts à intervenir dans toutes les éventualités. Il puise sa confiance de la conscience

professionnelle des jeunes. Lors du Sommet de la Francophonie, qui a contribué au rapprochement des peuples et qui a pu compter sur l'aide de l'armée, ils se sont montrés fiers de leur tâche. Personne n'a contesté que le système de milice fût, avec ses forces et ses faiblesses, l'unique solution possible pour la Suisse qui témoigne d'une similarité avec le parlement de milice. Pour le CE Roberto Zanetti, l'idée propagée par le PS d'une milice volontaire est inquiétante. Lui-même était un soldat pas commode. Ces personnes sont aussi nécessaires, mais elles ne viendraient jamais volontairement. Ce qui fait que le si important mélange de genre disparaîtrait. Le CE Peter Bieri, major H.S., ne s'inquiète pas du système de milice du point de vue économique, tant que la population accepte la double tâche du citoyen. Celui qui apprend dès le jeune âge à s'imposer à ce qui est désagréable, gagne en assurance. «Au même titre qu'un autre travail bénévole, l'engagement pour l'armée devrait être apprécié à sa juste valeur par le monde économique,» a ajouté le CE Roberto Zanetti. Les problèmes pratiques de coordination avec les études ne sont pas une raison suffisante pour abandonner un bon système. «Un simple coup d'œil à l'étranger nous montre que davantage de flexibilité est possible», a lancé le Cdt C André Blattmann à l'égard des Hautes écoles. «C'est justement quand les moyens sont limités que l'armée doit pouvoir compter sur le savoir civil», a ajouté le col EMG Hans Schatzmann. Une armée professionnelle laisse ces capacités s'échapper. La SSO cherche des solutions avec le Chef du personnel de l'armée pour tout ce qui concerne les conditions générales pour les étudiants.

55 milliards du budget fédéral représentent des dépenses imposées, a expliqué le CE Peter Bieri. Le reste ne laisse qu'une marge de manœuvre minime. Avant de parler d'effectif et de conséquences financières, le mandat de l'armée doit être clarifié. Du reste, celui qui exige plus d'argent pour l'armée pourrait aussi jeter un œil critique sur les propositions fiscales. Le Chef de l'Armée compte sur les cantons qui devront articuler leurs besoins en effectif et sensibiliser à ce sujet leurs représentants au Conseil des Etats.

En automne 2011 auront lieu les élections fédérales. Reste-t-il vraiment une chance que le Parlement consente au préalable à adopter une politique de sécurité viable ? La remarque d'un politicien anonyme, que le consensus ne s'impose pas, parce que l'inverse permet de politiser avec brio a poussé le CE Peter Bieri, de défendre de manière véhémement la politique de sécurité du centre, qui, seule, est toutefois trop faible pour réussir à convaincre. Hans Schatzmann espère que 2011 ne sera pas une année d'inaction. Les décisions importantes en matière de politique de sécurité ont de l'effet pendant plus qu'une législature. La stratégie manque encore. La Suisse doit clarifier sa position au sein de l'Europe.

Le prochain séminaire pour les jeunes officiers aura lieu les 28 et 29 octobre 2011, à nouveau à l'Ecole d'état-major général de Kriens.